

11 Septembre 2017

Crise politique au Congo-Kin :**Une délégation de la CENCO attendue à Bruxelles**

Des évêques de la Cenco

Une délégation de la CENCO - composée de Messieurs Marcel Utembi et Fidèle Nsielele ainsi que du père Clément Makiobo - est attendue dans la capitale belge. Les trois prélats doivent animer, mardi 26 septembre, une conférence de presse aux Bureaux de l'EurAc (Réseau Européen pour l'Afrique Centrale).

A l'invitation de l'EurAc et de la Commission Justice et Paix Belgique, Messieurs Marcel Utembi Tapa et Fidèle Nsielele ainsi que Père Clément Makiobo respectivement archevêque de Kisangani et président de la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo), évêque de Kisantu et président de CEJP et secrétaire exécutif de la CEJP et de Justice et Paix Congo Asbl, vont animer une conférence de presse. Thème : la situation politique au Congo-Kinshasa.

Dans un communiqué annonçant cette rencontre, les organisateurs rappellent le rôle de "médiation majeure" joué par les représentants de l'Eglise catholique dans la négociation des Accords de la Saint Sylvestre entre le gouvernement et les membres de l'opposition "pour trouver une sortie de crise". "Malheureusement, souligne le texte, les espoirs soulevés par cet accord ont été gâchés en l'absence d'une volonté claire de la majorité présidentielle de mettre en œuvre l'accord".

C'est au mois d'octobre 2016 que "Joseph Kabila" - dont le second et dernier mandat a expiré le 19 décembre de cette année - avait chargé la CENCO d'une mission de bons offices. But : élaborer un accord devant définir la gestion du pays durant la période comprise entre le 20 décembre et la tenue des élections au bout d'une période de douze mois.

"Le pays va très mal. Debout, Congolais!"

Après trois mois de négociation interminable, les évêques ont dû jeter l'éponge le 27 mars dernier en relevant un "manque de volonté politique" pour sortir de l'impasse.

Dans un message au ton réquisitorial publié le 23 juin 2017 sous le titre "Le pays va très mal. Debout, Congolais!", les évêques de la CENCO ne sont pas allés par quatre chemins en dénonçant "une minorité de concitoyens" qui "a décidé de prendre en otage la vie des millions de Congolais". Pour la CENCO, la population congolaise doit se départir de la peur et "prendre son destin en mains".

Répondant à cet appel des évêques catholiques, des représentants des organisations de la société civile et des mouvements citoyens ont publié le 18 août 2017, à Paris, une déclaration intitulée "Manifeste du Citoyen Congolais, Esili".

Partant du postulat selon lequel, il est impossible d'escompter des élections libres et équitables aussi longtemps que "Joseph Kabila" sera à la tête de l'Etat congolais, les initiateurs dudit manifeste ont appelé "le peuple congolais à user de son devoir sacré de faire échec, (...), à la tentative du président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017". Et ce "en application de l'article 64 de la Constitution".

A Bruxelles, les représentants de la CENCO auront à échanger avec l'assistance sur l'évolution de la situation politique. Sans omettre de "présenter leurs perspectives" pour les semaines et mois à venir. Selon des experts, il serait encore "techniquement possible" d'organiser l'élection présidentielle avant le 31 décembre prochain...

B.A.W

